David Cameron, l'européen empirique

Analyse

Marlon Van Renterghem
Service international

Pour son premier voyage à l'étranger, en mai 2010, David Cameron avait choisi la vieille Europe : Paris. Et le premier ministre britannique fraîchement élu, messager d'un Parti conservateur marqué par son europhobie, avait abordé à l'Elysée un sujet redouté : sa politique européenne. *« J'ai l'intention de te surprendre »*, avait-il dit à Nicolas Sarkozy.

La victoire annoncée des tories suscitait l'appréhension à Bruxelles. La traditionnelle réserve du Royaume-Uni à l'égard de l'Union européenne (UE) s'était vaguement calmée le temps des mandats travaillistes, des discours lyriques de Tony Blair en faveur de l'Europe à la présence constructive de Gordon Brown aux côtés des dirigeants de la zone euro pendant la crise financière. En nette rupture, M. Cameron avait passé pendant sa campagne l'un de ces disques anti-européens sur lesquels la majorité des Britanniques adorent se dandiner, comme dans les années 1980 où Margaret Thatcher (premier ministre de 1979 à 1990) poussait à fond les exceptions à la règle communautaire. Les promesses europhobes de M. Cameron inquiétaient des Européens affaiblis, désunis dans leur laborieuse sortie de crise.

Celui qui voulait surprendre n'a d'abord surpris personne. Il a tenu son engagement à l'égard des eurodéputés tory en les laissant faire sécession d'avec leurs cousins conservateurs du grand Parti populaire européen (PPE) et fonder avec les europhobes tchèques et polonais un petit groupe marginal, antifédéraliste. Mais, dans le même temps, pragmatisme oblige, M. Cameron commençait à troquer ses habits de campagne contre une chemise à la bruxelloise. *« Ce n'est pas une rupture, nous restons bons amis, nous travaillerons ensemble »*, a-t-il assuré à Joseph Daul, président du groupe PPE.

L'aile europhobe des conservateurs est aujourd'hui sur la défensive à la Chambre des communes. M. Cameron leur avait offert un gage : un projet de loi promettant un référendum pour tout aménagement au traité de Lisbonne qui augmenterait de façon *« significative »* les pouvoirs de Bruxelles sur ceux de Londres. Pas assez, jugent certains, pour éliminer le cauchemar d'un *« abandon de souveraineté »* – autant dire un détournement de la Tamise. Une trentaine de députés ont tenté la rébellion. Le premier ministre et son équipe ont activement œuvré en coulisses pour les faire échouer.

M. Cameron est un conservateur moderne. En pays tory, il se veut réformateur, plus centriste que droitier, partisan d'un *« conservatisme compassionnel »*, désireux de se débarrasser du dogme néolibéral de Mme Thatcher et de rompre avec une formation à qui collait le surnom de *« nasty party »* : le parti des méchants, des durs aux pauvres, et pour lequel, selon les mots de Mme Thatcher, *« la société n'existe pas »*. Pour faire passer ce recentrage, il lui fallait apaiser les « purs » du parti. Et là, rien de tel qu'une bonne dose de rhétorique europhobe.

Il n'empêche, M. Cameron doit composer avec les réalités économiques : la Grande-Bretagne, qui réalise la moitié de son commerce extérieur au sein de l'Union et qui est, de fait, la place financière de la zone euro, a intérêt à la voir sortir du bourbier. Il doit composer avec les réalités de l'heure : une administration Obama moins attachée que les précédentes au « lien privilégié » avec le Royaume-Uni. Il doit composer avec des contraintes budgétaires nationales qui le conduisent à envisager un renouvellement de la politique européenne de défense. Bref, il a besoin de l'Europe. La coalition formée avec les europhiles lib-dem lui fournit le prétexte en or pour se sauver de ses propres extrémistes et instaurer un « ni-ni » à la britannique : à la fois *« l'engagement constructif »* du Royaume-Uni en Europe et la pérennité de la sacro-sainte *« souveraineté nationale »*.

Dans cette politique européenne par nécessité, le Royaume-Uni a sa ligne rouge : le budget de l'Union. Pas question pour Londres de lui consentir un penny de plus. Par chance, si l'on peut dire, c'est également la position de l'Allemagne et celle de la France, hystériques à la seule idée d'une autonomie budgétaire accrue pour l'UE en ces temps de restrictions dans la gestion de leurs propres finances publiques. Les Britanniques, hantés par l'idée que l'Europe avance sans eux, veulent un euro sain... du moment qu'ils ne l'aident que quand bon leur semble.

Le pragmatique Cameron a ainsi accepté une réforme des traités à condition que la France et l'Allemagne endossent son combat pour un maintien du budget a minima. Il a accepté une participation au renflouement des banques irlandaises par le biais d'un prêt bilatéral, et une coopération très partielle à la mise au point des nouveaux mécanismes de solidarité budgétaire intra-européens. Devant François Fillon, à Londres le 13 janvier, il a mis les points sur les « i » : *« Une zone euro forte est dans l'intérêt britannique (...), mais soyons clairs : la Grande-Bretagne ne se laissera pas entraîner dans de nouveaux mécanismes* [internes à la zone]. » Dans une Europe de moins en moins fédérale, qui préfère les accords entre Etats à la délégation de souveraineté, David Cameron s'est trouvé un créneau porteur : celui de l'européen empirique. ■

Courriel : mvr@lemonde.fr

Politique Françoise Fressoz

Président malgré tout

De ce mois de janvier dominé par les cérémonies de vœux, on retiendra ceci : Nicolas Sarkozy a changé. Dans la forme et le fond. Le chef de l'Etat conduit avec détermination et sans raté apparent l'opération « présidentialisation » engagée au lendemain du laborieux remaniement ministériel du 14 novembre. Dans ses interventions publiques, les énervements ont disparu, les familiarités aussi. Le débit est plus lent, les propos sont sérieux, voire ennuyeux. Voilà pour le style. Mais il y a aussi les mots qui marquent une rupture avec le volontarisme exacerbé qui a longtemps été la marque du sarkozysme.

De la conférence de presse donnée, lundi 24 janvier, sur l'international, les observateurs ont retenu deux choses : le mea culpa sur la Tunisie et la grande prudence sur les objectifs de la présidence française du G20. Tout le contraire de ce qu'ils avaient l'habitude d'entendre.

Dans la quatrième année de sa présidence, M. Sarkozy s'est heurté au réel. Il est enfin devenu président de la République. C'est le seul élément tangible de son entrée dans 2011, marquée par un faisceau serré de faiblesses et de contraintes : il est toujours affligé d'une cote de popularité très basse. Il n'est plus tout à fait certain de contrôler sa majorité. Ses marges de manœuvre budgétaires sont nulles et les perspectives de croissance restent si faibles qu'il ne peut tabler sur rien pour mettre un peu de baume au cœur des Français

Dans ce contexte, l'opération présidentialisation n'est pas qu'un habillage. Elle est le seul atout dont dispose M. Sarkozy pour tenter de rebondir d'ici à 2012. Elle est là pour faire oublier les erreurs passées, le bling-bling, l'EPAD, l'affaire Bettencourt, tout ce qui a nourri le ressentiment des Français et donné le sentiment d'une *« République abîmée »*, comme le pointe le Parti socialiste. La présidentialisation permet aussi de hisser M. Sarkozy une marche au-dessus des autres. Le président a beau être affaibli, il est malgré tout président. Et cela lui donne un degré

Il ne peut tabler sur rien pour mettre un peu de baume au cœur des Français

de crédibilité en plus par rapport aux autres prétendants pour discuter des affaires du monde par ces temps difficiles. C'était le but du coup de projecteur sur les sujets internationaux dans un pays d'ordinaire bien plus tourné vers la scène intérieure.

L'opération a été bien perçue mais elle ne résout pas le problème fondamental qu'a M. Sarkozy avec le temps. Il a endossé ses habits de président avec tant de retard qu'il lui est, pour l'heure, impossible de passer à l'étape suivante. Celle de président candidat suffisamment assuré de son peuple pour pouvoir le mobiliser sur un nouveau projet. ■

Courriel : fressoz@lemonde.fr

Le livre du jour

L'énergie, après les « trente glorieuses »

L'énergie est au centre des préoccupations mondiales du XXIe siècle. Aussi faut-il saluer la parution de l'ouvrage que lui consacrent aujourd'hui Jean-Pierre Hansen et Jacques Percebois : le premier, ingénieur-économiste, a dirigé Electrabel, l'une des principales compagnies européennes d'électricité, et siège au comité exécutif de GDF Suez ; le second, professeur à l'université Montpellier-I, anime le Centre de recherche en économie et droit de l'énergie.

Energie
Economie et politiques
Jean-Pierre Hansen
Jacques Percebois
Eu. de Boeck, 780 p., 45 euros

Plus qu'un livre, c'est une somme de près de 800 pages qui aborde successivement les diverses sources d'énergie et leurs dimensions spécifiques : le pétrole, le gaz naturel, l'électricité, le nucléaire, le charbon et les renouvelables. Il se termine par un chapitre transversal destiné *« à faire le lien entre les analyses présentées et les décisions observées dans la pratique »*.

Marcel Boiteux, ancien président d'EDF, a accepté d'écrire une préface qui n'est pas de pure courtoisie, préface suivie d'un avant-propos de Jean Tirole, médaille d'or du CNRS pour ses travaux en économie.

Un bien de redistribution

Inutile de dire que le texte est accessible à un large public, si l'on entend par là tous ceux que préoccupent à titre politique ou professionnel les décisions dans le domaine de l'énergie. Il n'en reste pas moins que le sujet est devenu extrêmement difficile et touffu.

En effet, nous sommes aujourd'hui loin de la simplicité des « trente glorieuses ». Non seulement l'énergie est un bien privé que les consommateurs achètent, un bien public par les grands réseaux qui la transportent, un bien stratégique et, enfin, un bien de redistribution, notamment dans les pays du tiers-monde lorsque son prix est subventionné pour les plus pauvres.

Par ailleurs, au niveau mondial, européen ou français, l'énergie est l'objet des jeux complexes où des incohérences se cachent souvent sous les politiques annoncées.

Au niveau mondial, comment ne pas avoir à l'esprit le résultat semi-satisfaisant de la kermesse de Copenhague, les difficultés auxquelles s'est heurté le président Obama lorsqu'un projet de loi sur l'énergie a été proposé au Congrès ? Au niveau européen, où l'objectif des trois fois 20 (20 % d'amélioration de l'efficacité énergétique, 20 % de diminution des émissions de CO_2, 20 % d'énergies renouvelables) recouvre des politiques nationales discordantes quant aux choix des sources d'énergie et aux modalités de subvention des énergies renouvelables. Au niveau national, enfin, où l'Etat a quelque peine à mettre de l'ordre entre les diverses interventions commandées par des finalités différentes.

Sur tous ces sujets, les auteurs ne prennent pas parti, mais ils analysent, exposent les faits, énumèrent les avantages et les inconvénients, aident les lecteurs à se former leur propre jugement et à ne pas accepter les déclarations sommaires. ■

Jacques Lesourne

Correspondance

Une lettre d'Antoine Gallimard

*A la suite de la publication de son point de vue sur l'édition numérique (*Le Monde *du 21 janvier), Antoine Gallimard, président du Syndicat national de l'édition et PDG des éditions Gallimard, nous écrit :*

« Votre titre "L'édition numérique accorde le même droit d'auteur que le livre imprimé" ne reflète pas du tout la teneur de mes propos. Je rappelle le pari que représente ce nouveau marché et la nécessité de faire respecter la chaîne des valeurs communes au livre imprimé et au livre numérique. Comme pour le livre imprimé, le débat sur le taux de droits relève d'accords de gré à gré entre les auteurs et leurs éditeurs. Sa fixation relève de la liberté contractuelle.

Pour autant, j'indiquais qu'une tendance se dessinait aujourd'hui dans nos pratiques professionnelles, consistant à adopter un taux de rémunération des auteurs pour l'exploitation numérique de leur œuvre à un niveau directement équivalent au haut de la fourchette de rémunération pour le livre imprimé, tel qu'il peut être prévu au contrat général. Cette information prouve que, dans la réalité actuelle des affaires, le taux numérique peut être aujourd'hui supérieur au taux papier dont bénéficie effectivement l'auteur pour une même œuvre.

Je n'ai donc jamais écrit que l'édition numérique appliquait le même taux de droit d'auteur que pour le livre papier. »

36e édition

Analysez 2010
Déchiffrez 2011

Faites un tour du monde des événements politiques, économiques et sociaux qui ont marqué l'année 2010 et retrouvez en détail les situations des 179 pays analysées par les correspondants du *Monde*.
En cadeau, le CD-ROM des revenus et le patrimoine des Français par l'Insee en 2010.

Le **Bilan du monde**, avec le **Bilan Planète** et le **Bilan Géostratégie**, fait partie d'une collection de 3 bilans pour mieux comprendre le monde. En vente chez votre marchand de journaux à parution et par correspondance : **www.lemonde.fr/boutique**

france inter